

Les Cahiers de la
Revue Défense Nationale

Xavier Raufer

Chaos et décèlement précoce :
une critique de l'existant et du proposé

ISSN - 2105-7508



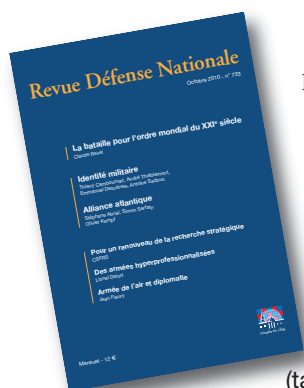
Extrait de la
Revue Défense Nationale
Décembre 2010



Fondée en 1939



Revue Défense Nationale



Lancée en 1939 par le Comité d'études de défense nationale, la Revue Défense Nationale assure depuis lors la diffusion d'idées nouvelles sur les grandes questions nationales et internationales qu'elle aborde sous l'angle de la sécurité et de la défense. Son indépendance éditoriale lui permet de participer activement au renouvellement du débat stratégique français et à sa promotion en Europe et dans le monde.

ABONNEMENTS

(tarifs valables jusqu'au 31 décembre 2010)

10 numéros par an

1 an France : 90 € UE-étranger : 120 € Étudiants (justificatifs) : 50 €

2 ans France : 160 € UE-étranger : 220 €

Recevez le numéro spécial du 70^e anniversaire en vous abonnant 2 ans

version papier — version numérique (pdf par courriel)

Nom _____ Prénom _____

Société _____

Adresse _____

Courriel _____

Chèque

Mandat

CCP Paris 516 57 E

Date

Signature

BP 8607, 75325 Paris cedex 07 - Fax : (33) 01 44 42 31 89 - redac@defnat.com

Paiement en ligne sur www.defnat.com

Chaos et décèlement précoce : une critique de l'existant et du proposé *

Xavier RAUFER | Xavier Rauffer est directeur des études au Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (www.drmcc.org), université Paris II-Panthéon-Assas.

Concept

Dans un monde souvent oublié (ou ignorant) des dangers et menaces, établir la sécurité globale revient d'abord à parer aux surprises, ou chocs, stratégiques. D'où la cruciale nécessité d'un renseignement d'alerte ⁽¹⁾, comme outil d'aide à la réduction des erreurs décisionnelles. Ce qui à son tour impose d'imaginer, partant d'une réflexion critique sur la nature de la réalité observable, une méthode permettant d'élaborer des estimations exactes ; puis d'« explorer l'infrayé », c'est-à-dire de repérer, d'observer les phénomènes menaçants (entités, territoires, flux et situations).

Ainsi pourrions-nous agir à temps, idéalement, prévenir.

Critique

Elle concerne les quatre dimensions fondamentales de toute action internationale spatialement considérable, stratégique et durable. *La dimension chronologique* : principale, car décidant de l'ensemble, provoquant ou non la « guerre de retard » ; quelle orientation temporelle pour que... nous opérons ici, non dans la dimension historique (ce qui est arrivé), mais anticipative (ce qui peut arriver). *La dimension conceptuelle* : celle du « champ préalable d'inspection » ⁽²⁾ ; comment penser, concevoir, ce que... *la dimension doctrinale* : ce que je compte faire pour que... *la dimension méthodologique* : que proposer concrètement pour que... comment agir, quels outils employer pour que...

(1) La recherche en matière de renseignement : celle d'une « réalité réduite de données observables, dont l'évolution est supposée prédictible en vertu de lois causales qu'il est possible de modéliser ». Franck Bulinge, *Renseignement et analyse d'information : une approche épistémologique*, Laboratoire 13M, Université du Sud, Toulon-Var.

(2) Cf. Xavier Rauffer : *Les nouveaux dangers planétaires - Chaos mondial, décèlement précoce* (CNRS-Éditions, 2009).

* La bonne compréhension de cette réflexion sera renforcée par la lecture du livre *Les nouveaux dangers planétaires - Chaos mondial, décèlement précoce*, sur le sens et le contenu duquel nous ne revenons pas. Le prolongeant dans sa dimension critique, cette nouvelle réflexion s'intéresse à ce qui se conçoit aujourd'hui en réaction au désordre mondial ; ainsi qu'à ce qui est suggéré pour percevoir tôt les périls : l'existant, donc, et le proposé.

Présentation de l'existant

On trouvera pour commencer la présentation critique de textes de base utilisés couramment dans la conduite des crises.

Peace operations and organised crime ⁽³⁾

Voilà une superbe théorie sur l'art de préparer la guerre d'avant, puis d'affronter l'ennemi tel qu'il était vers l'an 2000. En effet, les 25 références du texte proviennent du passé ; la plus ancienne, 1996, la plus récente, 2007. Géographiquement, elles concernent : Afghanistan, Afrique occidentale, Amérique centrale, Bosnie, grands lacs africains, Guinée-Bissau, Haïti, Irak, Kosovo ; en majorité des situations et conflits révolus. Ensuite, sans nuance critique ni hésitation, l'unique solution proposée est celle du *state-building* ⁽⁴⁾, sorte de meccano institutionnel ayant échoué à peu près partout ; et surtout là où l'on s'est le plus longtemps acharné, et au plus grand prix, à le pratiquer, de la « Bosnie-Herzégovine » au Timor-Oriental. Notons subrepticement encore qu'au fil des années, la doctrine officielle américaine a, en douce, évolué du *nation-building* (abandonné car impraticable) au *state-building* (abandonné car encore trop ambitieux) pour en venir aujourd'hui (Yémen par exemple) au très flou *capacity-building*.

(3) *International Peace Institute, Geneva Center for Security Policy, 2008, Geneva Papers, « Peace operations and organised crime »* (brochure).

(4) Définition donnée par la brochure de ce meccano étatique : « Des actions entreprises par des acteurs nationaux, ou internationaux, en vue d'établir, réformer ou renforcer les institutions de l'État, en relation avec la société ».

Security Sector Reform in challenging environments ⁽⁵⁾

Le manuel étudié présente un ensemble de procédés et recettes nommés, en langage onusien, « Programmes de réforme du domaine sécuritaire », collectivement applicables dans les pays effondrés ou chaotiques. Par *Security sector*, ce manuel entend défense, police, secteur pénitentiaire, renseignement, garde-frontières, douanes, sécurité civile, justice pénale et prévention du crime, plus les ministères, services et ONG concernés.

(5) Hans Born et Albert Schnabel, *Security Sector Reform in challenging environments*, LIT, 2009, 270 pages.

Là encore, tous les exemples et références proviennent du passé, en une conception globale statique fondée sur les seuls précédents : Afrique centrale, Colombie, Congo (Rep. dém. du), Géorgie, Maroc, Népal, Sri-Lanka et Timor-Oriental. Le cadre conceptuel et les normes morales y sont ceux des sociétés développées d'Europe du Nord : *accountability, consensus orientation, effectiveness and efficiency, participation, responsiveness and transparency* ; des maîtres-mots empruntés au monde du *business* et du *management*, livrés sans décor et dont on se demande ce qu'ils peuvent bien évoquer de concret dans l'esprit d'un natif du Kosovo, de l'Ituri ou du Timor-Oriental (ou même d'un maçon berrichon...).

Le volume de 270 pages ne contient rien de concret sur les dangers et menaces vrais du monde réel. Rien n’y est nommé ; nul diagnostic, nul intérêt pour les évolutions ni pour l’avenir de ce qui touche à la sécurité globale. Seule la fin du volume retient l’attention, car plutôt distrayante. Il s’agit des conseils dispensés au lecteur, du genre de ces vignettes cachées dans les petits gâteaux des restaurants chinois (*fortune cookies*). Il est en effet conseillé de ne pas mal faire (*do no harm !*), de s’efforcer ensuite de « rapprocher l’idéal des SSR de leur réalité concrète » ; en saisissant enfin (p. 265...) que « le SSR est un processus complexe et délicat, pour lequel n’existe nulle règle d’or ».

Key dimensions of 5 policing models

	Standard model of policing	Community policing	Problem-oriented policing	CompStat	Intelligence-led policing
Easily defined?	Yes	No	Fairly easy	Yes	Fairly easy, but evolving
Easily adopted?	Yes	Superficially	Difficult	Managerially challenging	Managerially challenging
Orientation?	Police admin. Units	Neighbourhoods	Problems	Police admin. Units	Criminal groups, prolific & serious offenders
Hierarchical focus?	Top down	Bottom-up	As appropriate for problem	Top down	Top down
Who determines priorities?	Police management	Community concerns/ demands	Sometimes crime analysts, but varies from problem to problem	Police management from crime analysis	Police management from crime intelligence and analysis
Target?	Offence detection	Unclear	Crime & disorder problems & other concerns for police	Crime and disorder hotspots	Prolific offenders & crime problems and other areas of concern for police
Criteria for success?	Increased detections & arrests	Satisfied community	Reduction of problems	Lower crime rates	Detection, reduction or disruption of criminal activity or problem
Expected benefit?	Increased efficiency	Increased police legitimacy	Reduced crime & other problems	Reduced crime (sometimes other problems)	Reduced crime & other problems

(6) Geneva Center for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), Occasional paper n° 16/2009, « *Fighting the preeminent threats with intelligence-led operations* ».

Fighting the preeminent threats with intelligence-led operations ⁽⁶⁾

Par *preeminent threats*, on entend ici les menaces majeures. *Intelligence-led policing* désigne les stratégies de lutte contre ces menaces, fondées sur le renseignement ; c’est pour l’auteur de ce texte l’outil idéal en la matière. Les menaces majeures considérées dans cette étude sont : le crime organisé transnational, la prolifération des armes de destruction massive et le terrorisme international.

Comme d’usage, toutes les références du texte proviennent des vingt années écoulées, le tableau général présentant des périls

manifestes vers 2005. Quant à l'*Intelligence-led policing*, il est, dans sa définition même, donné en version originale, forcément aveugle à l'émergent : « *A business model and a managerial philosophy where data analysis and crime intelligence are pivotal to an objective decision-making framework, that facilitates crime and problem reduction, disruption and prevention, through both strategic management and effective enforcement strategies that target prolific and serious offenders* »⁽⁷⁾. *The* raison d'être *of intelligence is knowledge of intentions, capacities, methods and means* », assène le texte ; bien sûr, mais de ce que le renseignement connaît comme menace ; ou de ce sur quoi ses chefs lui ont ordonné de travailler. Par définition, le renseignement n'opère que sur des objectifs qu'on lui a attribués ou (plus rarement) qu'il s'est lui-même attribués.

(7) Jerry H. Ratcliffe, « *Intelligence-led policing* » in Wortley R., Mazerolle L., Rombouts S., eds., *Environmental criminology and crime analysis*, Cullompton, Devon, Willan Publishing, 2008.

Tel qu'il est conçu aujourd'hui, dans toutes les grandes puissances dotées de tels outils, le service de renseignement n'est pas — ne peut pas être — un outil de détection précoce. Il l'est d'autant moins que, selon le texte précité, voici (toujours en version originale) les instruments dont il doit idéalement user : *Biometrics, RFID (Radio Frequency Identification Devices), GPS (Global Positioning System), surveillance and eavesdropping devices, detection devices, security devices, computers and data mining tools, computers networks exploitation*.

Nous sommes ici à 100 % prisonniers de l'électronique, à 100 % dans la « sphère du calculable »⁽⁸⁾, système absolument aveugle à tout ce qui n'est pas programmable-modélisable. Or, toutes les menaces émergentes ont en commun d'être incalculables et incommensurables⁽⁹⁾. Toutes les enquêtes et investigations menées par voie d'*Intelligence-led policing* s'inscrivent de ce fait dans le domaine du déjà connu, du familier : ainsi, sur les menaces émergentes, la capacité de diagnostic du système tend vers zéro⁽¹⁰⁾.

(8) Cf. *Les nouveaux dangers...* ; *op. cit.*

(9) Cf. *Les nouveaux dangers...* ; *op. cit.*

(10) Rappelons qu'en sécurité globale, obtenir un diagnostic est tout sauf automatique et qu'aujourd'hui encore, ce qui conduit au diagnostic, ses « conditions », n'est nullement modélisable.

(11) « *The European criminal intelligence model* », *Occasional paper, op. cit.*

The European criminal intelligence model » (ECIM)⁽¹¹⁾

Le « modèle » est le protocole européen de renseignement criminel adopté en 2005 par les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne. Il vise à élaborer un efficace système de coordination des enquêtes transnationales conduites dans l'UE contre la criminalité organisée transnationale (COT) ; et ce, pour permettre aux polices de l'UE de travailler de concert, partant du meilleur renseignement possible et généraliser dans l'UE l'usage de l'*Intelligence-led policing*.

L'*ECIM* fonctionne selon un processus élaboré comme suit : une police d'un État-membre recueille d'intéressants éléments sur tel groupe criminel ; ces données sont transmises à *Europol*, qui les évalue et prépare un plan *ad hoc* (information... répression, etc.) ; le plan

monte au Conseil des ministres de l'UE qui fixe alors des priorités et des grandes lignes d'action, à l'échelle de l'Europe ; le plan redescend sur le terrain pour action et retour d'expériences ; il s'ensuit un rapport envoyé à *Europol*, et ainsi de suite.

En 2006, une première expérience pratique a permis de fixer 4 priorités régionales de lutte anti-COT : autour de la Méditerranée, les gangs africains (stupéfiants et trafics d'êtres humains, TEH) ; dans les Balkans, COT albanaise (stupéfiants, TEH) ; dans la Baltique, trafics de matières premières ; dans la zone Allemagne-Belgique-Pays-Bas, trafics de drogues de synthèse.

Or, ce modèle est lourd, lent, rétroactif. Il le faudrait agile et sa configuration même le rend plutôt inerte. Entre le moment où une information (sur un gang) est recueillie sur le terrain, et où le rapport final sur ce même gang est remis au ministre ou commissaire concerné (pour action), il peut s'écouler jusqu'à plusieurs années.

Critique de l'existant

La dimension chronologique

Les quatre textes ci-dessus présentés résument l'existant théorique de lutte contre le chaos mondial. Or, tous quatre souffrent d'une identique et grave tare chronologique, point crucial méritant ci-après un développement.

Dans l'existence humaine, l'avenir conditionne et façonne d'usage le présent. Ainsi, l'homme agit-il « en-vue-de » ; pour le dire autrement, il est dans sa nature de s'anticiper. Si l'étudiant travaille (aujourd'hui), c'est en vue d'un examen (« à-venir »), puis d'une carrière (avenir plus lointain). Cela, on le sait depuis *Être et Temps* ⁽¹²⁾ et plus grand monde ne dispute aujourd'hui cette aveuglante réalité. Ainsi, le sens du temps humain ordinaire va-t-il d'usage de l'avenir au présent (hors de la discipline historique, qui ne nous concerne pas ici). Or, Ben Laden, les grands narco-trafiquants agissent eux aussi bien sûr « en-vue-de » et les comprendre et les combattre exige préalablement d'avoir saisi l'orientation chronologique dans laquelle ils s'inscrivent.

Mais les textes ici étudiés se voulant prospectifs analysent tout cela. Tous souffrent d'une commune « erreur de montage » temporel. Tous cherchent uniquement dans le passé les références et normes de leur action future. De part en part, ils sont à contre-temps. Ils préparent la guerre d'hier et non celle de demain ; pas même celle d'aujourd'hui. Prouvons-le.

(12) Martin Heidegger, 1927.

Le temps bureaucratique fonctionne à rebours du temps humain usuel. Temps humain : de l'avenir au présent (et recherches-références dans le passé). Temps bureaucratique : du passé vers le présent (et de là, projections dans l'avenir).

Concrètement, en 2010, des bureaucrates élaborent un projet, cherchant des références et modèles dans la période 1996-2007 (point médian, 2002) ; en 2011, disons, l'ONU fait de ce projet un plan stratégique, appliqué par exemple en 2012, en Somalie ; en 2012, en Somalie, on combattra donc l'ennemi imaginé vers 2002, soit dix ans auparavant. Donc dix ans en retard sur des hybrides et mutants évoluant sans cesse. Un peu comme si l'on vaccinait en 2012 une population contre un virus de 2002.

La dimension conceptuelle

Pire encore que de rechercher toutes ses références dans un passé révolu, c'est fonder une action internationale en milieu chaotique-hostile sur des modes passagères ou du jeu politiquement correct⁽¹³⁾. S'ajoute à cela la situation particulière des États-Unis, unique superpuissance planétaire ; mais aussi société souffrante, du fait de son histoire et de son système éducatif, d'une grande difficulté à concevoir la négativité (*Think positive!*), la « face noire » de quoi que ce soit, donc de la mondialisation⁽¹⁴⁾. Voir ici la difficulté (depuis 1993...) des présidents Clinton, Bush fils et Obama, à réaliser l'ampleur du désastre à la frontière mexicaine.

La dimension doctrinale

Ici, c'est le libéralisme du type *The Economist* ou *Financial Times* qui constitue le premier foyer d'aveuglement. Comme toute idéologie incontrôlée, celle de la mondialisation tend à s'ériger en science indiscutable ; astuce pour éviter les critiques, qu'en son temps, Karl Marx utilisa largement (« socialisme scientifique »).

Or, l'idéologie libérale débridée n'est pas moins propagandiste qu'en son temps le fut le marxisme-léninisme. En témoigne un cahier spécial (du 26 avril 2008) de *The Economist* intitulé (là encore en version originale, pour l'authenticité) « *Briefing - Gulf Economies - How to spend it* ». C'est une grande enquête sur les économies des pays du golfe Arabo-Persique, dont l'article de tête annonce d'emblée « *A region awash with oil money has one or two clouds on the horizon* ». Il est illustré par la photo d'un pharaonique chantier de Dubaï. *The Economist* continue, « *The Gulf is now a financial superpower* », les économies du Golfe ont trop d'argent, elles peinent à absorber leurs fortunes. Le modèle régional à suivre est, alors, Dubaï et ses grandes

(13) Voir « Union européenne, novembre 2009 (annexe), références sur l'attribution d'un marché de prestations de sécurité au Pakistan » ; 30 pages comportant bien sûr les bien-séances à la mode, mais trahissant surtout une vision étroitement bureaucratique de l'aide. Rien ici sur le crime, les stupéfiants. On regarde par le seul petit bout de la lorgnette. C'est un « lot terrorisme », dans le vide, isolé du contexte, comme le « lot plomberie » dans l'appel d'offres de construction d'un bâtiment.

(14) *Le Monde*, 3 décembre 2009, « Du péril de la pensée positive ». Pour l'article, ce culte obligé de la bonne humeur est une réaction collective au sombre calvinisme originel des *Founding Fathers*. Ainsi, dans les temples évangéliques « positifs » n'y a-t-il jamais de Christ crucifié au mur, vision morbide et déprimante. Voir aussi les cours de « psychologie positive » ou de « science du bonheur » du système éducatif américain.

sociétés immobilières comme Emaar, « *In Dubai, the model works well* ». Seul souci : l'Arabie saoudite et Abu Dhabi sont un peu timides, mais ils y viennent et « *are learning from Dubai the arts of immodesty and audacity* ». Bref : « *The Gulf is managing its wealth better during this boom than it did with the last one* ». Sauf que « *too much money remains in state hands* » (les Madoff locaux n'ont pas encore les mains assez libres). Autres anicroches évoquées par *The Economist* dans son ton habituel arrogant-sarcastique : l'inflation pointée et la main-d'œuvre immigrée devient chère.

Un bilan, un diagnostic entièrement faux. Sept mois après l'étude, Dubaï dévisse ; un an plus tard, c'est la quasi-faillite. Rien n'a été prévu, *The Economist* n'a rien vu venir. À la mi-2009, les grands chantiers sont fermés, les immigrés repartent. D'où une seconde étude dans l'autre phare libéral qu'est le *Financial Times* (du 2 décembre 2009). Le ton a changé, du triomphalisme à l'annonce du « pronostic vital réservé » : « *Stopped in its tracks - Dubai: from a beacon of hope for an entire region into a case study in crisis management* ». Lucidité méritoire, mais rétrospective.

La dimension méthodologique

Le problème central est ici celui du fétichisme technologique ; la croyance enracinée dans les fonctions publiques et administrations internationales — enracinée car là est leur commune culture, c'est la seule qu'elles partagent — que les dangers et menaces réels du monde vrai se situent et se règlent dans la sphère du calculable. Or, nous constatons et établissons que ⁽¹⁵⁾ la modélisation anéantit et rend aveugle à l'enfoui, l'immatériel, le symbolique ; la superpuissance et les fonctions publiques et administrations internationales peinent à apercevoir, à maîtriser, à régler tout ce qui émane du chaos mondial et qui, du fait de sa nature chaotique, n'est pas « mathématisable » ; la superpuissance et les fonctions publiques et administrations internationales (sans doute par manque de sens critique ou d'imagination) en reviennent toujours à des « solutions » souvent illusoire type *nation-building*, dont l'efficacité à ce jour est douteuse.

(15) Cf. *Les nouveaux dangers...* ; *op. cit.*

Conclusion de ces deux premières parties

Ce qui précède montre que les textes étudiés, voulant prendre en compte et résorber les manifestations et symptômes du chaos mondial n'ont nulle aptitude, pour user d'une formule philosophique, à « l'exposition décelante de ce qui s'étend devant ». Ils tendent à oublier tout le domaine de l'émergent, pensent résoudre les problèmes de demain avec les outils d'hier, ne peuvent, n'imaginent

même pas s'extraire de la sphère du convenu. Leur défaut majeur est de se fier exclusivement au comptabilisable ; à quoi finalement, pour eux, le monde se résume.

Or, bâtir quoi que ce soit « en-vue-de », une architecture de sécurité par exemple, à partir de la sphère du convenu ⁽¹⁶⁾ est impossible. Car si un phénomène dangereux ou menaçant est comptabilisé, ou même seulement comptabilisable, formaté, ou même seulement formatable, bref, si ce phénomène dangereux ou menaçant est mathématisable, cela signifie qu'il est connu, donc sorti de sa phase précoce-émergente ; et qu'ainsi, pour l'objet même de l'étude envisagée, il est déjà trop tard.

(16) Cf. *Les nouveaux dangers...* ; *op. cit.*

Notre méthode de décèlement précoce ne croit donc pas que le renseignement type *CIA* puisse déceler ou prévenir quoi que ce soit ; ou qu'agir sur le chaos mondial soit une simple opération de police. Située en avant et au-dessus du convenu, du mathématisable et de l'opérationnel, notre méthode pense en revanche pouvoir détecter les dangers encore imperceptibles aux appareils officiels classiques.

Exposé et critique du proposé

En France

Désormais clairement identifié par notre critique des textes ci-dessus présentés, notre problème principal s'expose ainsi : comment percevoir ce dont on n'a pas encore conscience ? Ce qu'on n'a pas encore identifié comme dangereux ? Comment rechercher, repérer, le nouveau, l'extraordinaire, l'inouï ?

Voyons si l'intéressante étude de M^{me} Hélène Lavoix, « Construire un système d'alerte précoce des crises » ⁽¹⁷⁾, le permet.

(17) Note de l'Ifri, 2006 (www.ifri.org).

Observons d'abord que l'étude de M^{me} Lavoix ne traite pas directement de notre sujet : comme son nom l'indique, le décèlement précoce se voue au celé, pour l'observation le plus amont possible de ce que Carl Schmitt appelle « la modestie secrète des commencements ». M^{me} Lavoix, elle, s'intéresse à l'alerte précoce qui cible le déjà connu, par exemple « la crise en Côte d'Ivoire ».

À l'échelle d'un pays, cette méthode tente de comprendre l'étape suivante, avant qu'elle soit manifeste ; elle vise à « obtenir suffisamment de détails sur la situation mondiale, et ce suffisamment tôt, pour permettre la définition d'une politique par l'autorité en place, que ce soit en prévention complète ou en mitigation d'effets négatifs potentiels et ce, en fonction des objectifs politiques globaux ». Il s'agit

d'« identifier le plus tôt possible un risque ou une situation que l'on désire prévenir, afin que les moyens nécessaires à cette prévention puissent être mis en œuvre ». Enfin ceci, qui montre que l'alerte précoce s'intéresse bien au « déjà-manifeste » : « au centre du processus se trouve la situation à prévenir, le conflit » ; donc, un terrain connu. De fait, le commanditaire a déjà bien conscience de la crise lorsqu'il donne son ordre ; à l'inverse, pour le déclenchement précoce, le donneur d'ordre ignore à l'origine ce qui sera ensuite trouvé.

Notre critique portera sur trois aspects de l'étude : l'intentionnalité, la modélisation, l'échelle adoptée (nationale).

L'intentionnalité. D'emblée, on nous présente les étapes de l'enclenchement d'un système d'alerte précoce : « Définition des objectifs politiques et stratégiques de l'acteur se dotant du système d'alerte précoce » ; « Définition de l'objet de l'alerte... ». Et plus loin : « Le système d'alerte précoce cherchera à identifier les composants principaux et les dynamiques conduisant *au risque ou à la situation* (nous soulignons) à prévenir ». Dès lors, il est clair que le système ne recherche rien de nouveau : il veut simplement être plus vite et mieux alerté sur une situation — c'est dit explicitement « conflit », « instabilité » — de lui déjà connue. Nous sommes dans une logique de « dites m'en plus sur... ».

Ce système d'alerte est voulu « opérationnel » et fondé « sur une compréhension des mécanismes conduisant aux situations qu'on prétend éviter ». Il s'agit bien d'une recherche préconçue ; on pense ici clairement avec une intention, celle de prévoir l'évolution, l'aggravation, de crises déjà manifestes : « Le système créé fait bien porter l'anticipation et l'alerte sur la situation à prévenir ». On s'informe mieux et plus vite, partant de ce qu'on sait déjà.

Usons d'une image : on braque une longue-vue conceptuelle dans une direction précise, sur la consigne d'un donneur d'ordre. Ce que faisant, on ne peut aborder le domaine du possible, ni explorer l'infrayé⁽¹⁸⁾. On risque fort de manquer, de ne pas apercevoir à temps, tout phénomène dangereux émergeant hors de ce domaine prédéterminé.

La modélisation. Sur ce sujet, l'essentiel a été dit plus haut. Notons simplement ici que le point 3 de la mise en œuvre du système d'alerte précoce concerne sa « modélisation », c'est-à-dire son enfermement dans la sphère du calculable : « Le problème de la sélection de l'information pertinente dépend directement de la *modélisation* (nous soulignons) du système d'alerte et devrait être résolu lors de la conception de celui-ci ». Mais comment alerter sur des évolutions — souvent brutales en temps de crise — à partir d'éléments déjà

(18) Cf. *Les nouveaux dangers...* ; *op. cit.*

connus et stockés dans des mémoires d'ordinateurs ? Si cela se pouvait, *Echelon*, le plus grand réseau planétaire d'espionnage électronique, aurait anticipé les attentats du 11 septembre...

L'échelle nationale. Le système d'alerte précoce est conçu sur demande d'un donneur d'ordres, qui, par innocence ou souci de confort intellectuel, désire, espère, un ennemi par lui visible, lisible et compréhensible. Ce commanditaire étant, tout ou partie, un État-nation, il attend une crise, un ennemi, à son échelle, donc un pays aussi.

Ajoutons le formatage prévu des données, en vue de leur stockage ou modélisation ; pour parler simplement, afin de les ranger dans de petites boîtes électroniques repérables, accessibles et stables. Et quoi de plus commode que de petites boîtes marquées « France », « Somalie » ou « Afghanistan » ? D'où l'introduction dans l'étude, comme allant de soi, du pays comme sujet d'observation du système ; et comme matrice informatique : « Ce qui fera l'objet d'une alerte potentielle : le pays ». Or, que le pays soit le sujet idéal pour un système d'alerte précoce n'a rien d'évident : dans le monde réel d'aujourd'hui, 95 % des dangers et menaces n'émanent pas d'États-nations, ne sont tout simplement pas à l'échelle de ceux-ci.

Dans notre monde chaotique, la menace ne va pas de soi et tout projet d'alerte précoce doit, d'origine, avoir prévu et intégré l'instabilité. Le système ici critiqué en semble incapable : « Le nombre de pays, classés par catégories et figurant sur la liste finale, dépendra en fait de la réalité [connue du concepteur ou du commanditaire, NDR]. Il est en effet impossible de fixer à l'avance le nombre de pays instables ou risquant un conflit ». On est donc bien dans un système assignant sa recherche à un nombre préétabli de pays présélectionnés. Enfin, cette observation étonnante : « Les pays montrant le plus haut niveau de risque pourront être soumis à une surveillance systématique », *comme cela est actuellement le cas d'après les témoignages rapportés lors du séminaire* (nous soulignons) : à quoi bon un système d'alerte précoce s'il cible des pays déjà repérés, pour des risques déjà connus ; et propose des mesures déjà en vigueur ?

Un dernier point critique : « comme nous l'avons vu dans la deuxième partie, il semblerait que l'alerte seule ne soit pas suffisante pour attirer l'attention des politiques. Ils ont en effet également besoin que des solutions leur soient proposées ». Casse-cou ! À l'hôpital, le radiologue ne prescrit pas de médicaments ; et opère encore moins. Passer du versant « détection » au versant « solutions » aboutirait forcément à une guerre avec d'autres services de l'État, et à une supplémentaire usine à gaz...

(19) *Foreign Policy*, 15 décembre 2009, « *Calculated Terror - How a computer model predicts the future in some of the world's most volatile hotspots* ». Et aussi *AFP*, 21 décembre 2009, « Quand un escroc faisait croire à la *CIA* qu'il pouvait prédire les attentats ».

Aux États-Unis ⁽¹⁹⁾

De la naïveté. L'Université du Maryland dispose d'un *Laboratory for Computational Cultural Dynamics*, concepteur d'un modèle informatisé nommé *SOMA (Stochastic Opponent Modeling Agents)*, censé pouvoir prévenir les éruptions de violence dans les points chauds de la planète, par exemple la frontière Liban-Israël. *SOMA* fonctionne à partir de précédents, de données historiques disponibles. Examinant toutes ces informations, le logiciel en déduit automatiquement des règles établissant que, sous certaines conditions, disons le *Hamas*, le *Hezbollah* ou tel cartel afghan, aura X chances ou risques de faire ceci ou cela.

Au bout du compte, il s'agit d'un modèle typiquement behavioriste : il analyse des comportements, prolonge des courbes, définit des normes d'action. *SOMA* est associé à *MAROB (Minorities At Risk Organization Behavior)*, autre programme récoltant et conjuguant des informations passées, pour « déterminer les facteurs prédictifs poussant des groupes politiques ou religieux minoritaires vers le terrorisme ». De tels logiciels ou modèles sont bien évidemment, et en plein, dans la guerre de retard. Ils ne font que prolonger des courbes et pousser des données passées dans des moulinettes informatiques, s'enfermant ainsi dans un cercle clairement vicieux : *SOMA*, ou *MAROB* et leurs usagers décident de ce qu'ils doivent chercher sur la base de ce qu'ils savent déjà ; ils ne recherchent qu'à partir de ce qu'ils ont déjà trouvé.

(20) Notamment philosophique, de ce qu'est la temporalité.

Mais enfin, laissons-leur le bénéfice du doute : il s'agit plus ici de naïveté ou d'ignorance ⁽²⁰⁾ que de la volonté délibérée de tromper les futurs usagers du système.

À l'escroquerie. Tel n'est pas le cas de Dennis Montgomery, dirigeant d'une petite société d'informatique du Nevada. En 2003, il persuade la *CIA* que la chaîne de télévision satellitaire qatarie *al-Jazeera* indique aux terroristes d'*Al-Qaïda* leurs futures missions, les coordonnées de leurs cibles et parfois, des dates et numéros de vol. Pour Montgomery, l'information passe par des « codes-barres », lui seul en détenant bien sûr le logiciel de décryptage. Fin 2003, il fait ainsi annuler plusieurs vols transatlantiques par la *CIA*, mais celle-ci éprouve des doutes et congédie le charlatan dès 2004. Mais Montgomery trouve d'autres pigeons : en 2009, il signe avec l'Armée de l'air américaine un contrat de 3 millions de dollars. Heureusement pour les finances de l'Oncle Sam, Montgomery est incarcéré peu après avoir fait 1 million de dollars de chèques sans provisions au casino *Caesar's Palace* de Las Vegas.

*

**

Les études considérées n'offrent nulle réflexion préalable sur la nature ou les conditions de l'entreprise même dans laquelle ils se lancent : tenter de prévoir le désordre mondial, voire de comprendre comment le réduire. D'emblée, ces études proposent des « solutions » sans éclaircissement préalable du problème lui-même : comment intervenir dans le chaos sans que le remède soit pire que le mal ? Qu'est-ce qui est prédictible et à quel prix ? Aussi, le risque est grand de voir les acteurs publics de la sécurité globale appliquer sur le terrain de telles théories hémiplogiques, et tomber dans les pièges rappelés ci-après ; pièges pourtant classiques et bien connus dans les sciences sociales.

Historicisme. Selon des précédents et des prémisses passés, on explique des événements, on tente de prédire leur suite, dans l'idée (fausse) que ces conséquences et enchaînements momentanés constituent un modèle reproductible.

Hyperconstructivisme. Par modélisation, *kriegsspiele*, etc. — en fait, par intoxication informatique — on élabore un ennemi d'exercice, un adversaire de confort, loin du réel. Cette démarche propagandiste, voire démiurgique, finit par susciter une « réalité » fictive ; de fait, bien plus contrôlable...

ANNEXE

« 9/11 » : l'impossibilité de prévenir à partir de la sphère du calculable

Extrait de « 111th Congress - nov. 2009 - *Tora Bora revisited : how we failed to get bin Laden and why it matters today* », *A report to the Committee on Foreign Relations, United States Senate.*

Un exposé officiel des prémisses du « 9/11 » au plus haut niveau

« American intelligence had already picked up indications that something momentous was coming. George Tenet, who was Director of Central Intelligence at the time, later testified before the « 9/11 » commission that 'the system was blinking red' from July 2001 until the actual attacks... On July 12, Tenet went to Capitol Hill to provide a top-secret briefing for senators about the rising threat of an imminent attack... He was extremely worried that bin Laden and al Qaeda were preparing an attack on U. S. soil. Tenet told them the attack was not a matter of if, but when... On August 6, President Bush daily briefing repeated the warning under the ominous headline « Bin Laden determined to strike in U. S... The text... said that the FBI had uncovered 'patterns of suspicious activity in this country consistent with preparations for hijackings or other types of attacks'... The commission's voluminous report said it found no indication of any further discussion before September 11 among the president and his top advisers, of the possibility of a threat of an al-Qaeda attack in the United States ».

Toutes les sources techniques rassemblées ne permettent alors pas une pleine compréhension du sérieux du péril, car un champ d'inspection n'a pas au préalable été pleinement ouvert sur ledit péril, par voie de détection précoce.